



COMMUNE DE CROISSY-BEAUBOURG

77183 - (SEINE-ET-MARNE)

**MARCHE SOUS PROCEDURE ADAPTEE
POUR LES TRAVAUX DE DEMOLITION D'ANCIEN CLUB DES
JEUNES**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Maître de l'ouvrage
COMMUNE DE CROISSY-BEAUBOURG

Objet de la consultation
Travaux De DEMOLITION

Remise des offres
Date et heure limites de réception 15/07/2013 à 12 Heures

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2-1 – Définition de la procédure.....	3
2-2 – Décomposition en tranches	3
2-3 – Nature de l’attributaire.....	3
2-4 – Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	3
2-5 – Variantes.....	3
2-6 – Options.....	3
2-7 – Délai de réalisation.....	3
2-8 – Modifications de détail au dossier de consultation.....	3
2-9 – Délai de validité des offres.....	3
2-10 – Propriété intellectuelle.....	3
2-11 – Dispositions relatives aux prestations intéressent la Défense.....	3
2-12 – Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	3
2-13 – Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs sur le chantier (SPS).....	3
2-14 – Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	3
2-15 - Appréciation des équivalences dans les normes.....	4
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES	4
3-1 – Solution de base.....	4
3-2 – Variantes.....	6
ARTICLE 4 – SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	6
4-1 – Sélection des candidatures.....	6
4-2 – Jugement et classement des offres.....	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DE L’OFFRE.....	7
ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	7

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne : LES TRAVAUX DE DEMOLITION 2013

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1 – Définition de la procédure

La présente consultation est lancée sous procédure adaptée soumis aux dispositions **des articles 26, 27, 28, 40 II et 81 du Code des Marchés publics**

2-2 – Décomposition en tranches et en lots

L'opération de travaux n'est pas allotie

Travaux de démolition de l'ancien club des jeunes (allée du bois)

2-3 Nature de l'attributaire.

- Le marché sera conclu
- Soit avec un prestataire unique
- Soit avec des prestataires groupés solidaires

2-4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

2-5 Variantes : .sans objet.

2-6 Options : sans objet

2-7 Délai de réalisation : Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être changé soit du 1^{er} Aout au 31 Aout 2013.

2-8 Modification de détail au dossier de consultation : sans objet

2-9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10 Propriété intellectuelle

Les variantes présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

2-11 Disposition relatives aux prestations intéressant la Défense : sans objet

2-12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau : sans objet

2-13 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le chantier ne nécessitant pas de coordonnateur SPS, l'entreprise sera tenu de se soumettre aux dispositions du décret N° 92-158 du 20/02/92.

2-14 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Les entreprises joindront en conséquence à leur offre un engagement à ce sujet sous la forme d'un dossier de propreté du chantier, traitant en particulier des points suivants :

- *Nettoyage des voiries empruntées*
- *Nettoyage des abords du chantier*

- ***Equipement pour la délimitation du chantier***

2-15 Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat en en seul exemplaire. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s), les pièces particulières constitutives du marché le seront lors de la phase de mise au point du marché et constitueront l'exemplaire original.

3-1 Solution de base

3-1-1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- Le permis de démolition
- Le rapport amiante avant démolition
- Le Bordereau de prix à compléter
- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;

3-1.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous double enveloppe cachetée. Il comprendra les pièces suivantes :

Les pièces relatives à la candidature :

- ♦ Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis d'appel public à la concurrence.
- ♦ La lettre de candidature (ou modèle **DC2**)
- ♦ La déclaration du candidat (ou modèle **DC 1**)
- État annuel des certificats fiscaux et sociaux reçus (**NOTI2**) ou attestation sur l'honneur

- La qualification amiante (certification 1552), accréditation par COFRAC ou équivalent.

Les pièces relatives à l'offre:

- Un projet de marché comprenant :
- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 6 de la loi du 31 décembre 1975, modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 114 1° du Code des Marchés Publics (CMP) :

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail (6° de l'article 45 du CMP).
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance forfaitaire prévue à l'article 5-2 du C.C.A.P, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **Le bordereau des prix et détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;**
- **Les documents explicatifs**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le dossier de propreté du chantier prévu au 2-14 ci-dessus :
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité,
- Chaque rubrique est jugée indispensable au choix du mieux disant pour l'application du critère « Valeur technique de l'offre » prévu à l'article 4 du présent règlement.
- Une note explicitant les disposition d'organisation prévues par le candidats, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier, en conformité avec l'article 2 de la loi N° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée. Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toute nature liées au traitement des déchets du chantier.

3-1-3 Fourniture d'échantillon ou de matériels de démonstration : sans objet

3-1-4 Documents à fournir par le candidat retenu

Les certificats ou la déclaration mentionnée à l'article 46 du Code des Marchés Publics (CMP) seront remis par le candidat retenu dans le délai de 8 jours à compter de la demande présentée par la Personne Responsable du Marché (PRM).

3-1-5 Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les attestations d'assurance visées à l'article 1-6-3 du CCAP seront remises par l'attributaire avant la notification du marché.

Pour l'application des articles R341-36 du Code du Travail et 1-6.1 du CCAP, l'attestation sur l'honneur sera remise par l'attributaire avant la notification du marché.

- **3-2 Variantes:** sans objet

ARTICLE 4 – SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1 Sélection des candidatures

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43, 44 et 47 du CMP,
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles 45 et 46 du CMP et fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes notamment en appréciant les conditions de déroulement des marchés que le candidat a pu réaliser pour l'acheteur public au cours des 3 dernières années.

4-2 Jugement et classement des offres

La commission d'appel d'offres éliminera les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation.

Elle choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'unique critère :

- Le prix des prestations.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire, ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, la Commission d'Appel d'Offres se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

La PRM pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou remises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

Transmission par voie électronique

Les conditions de transmission des offres par voie électronique sont les suivantes :

Pour les candidats transmettant leur offre par voie électronique, il est fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 56 du code des marchés publics.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement

En dehors de l'hypothèse de la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière reçue par voie électronique ou sur support matériel est ouverte par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

En cas de procédure ouverte, les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Les candidats présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant : www.avispublicsduparisien.com

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutable (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. (à adapter le cas échéant). Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement envoyés sur support physique électronique ou transmis par voie électronique seront signés par le candidat

dans les conditions fixées par l'arrête prévu au I de l'article 48 du code des marchés publics.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique doit être envoyée ou remise par le candidat. La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans délai fixée pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- l'offre transmise par voie électronique ne peut pas être ouverte ;
- la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Transmission par voie postale

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Le pli contenant la candidature et l'offre du candidat porte l'adresse suivante :

- Direction des services techniques
- 30 rue de Paris – BP 100 - Croissy-Beaubourg
- 77317 Marne la Vallée cedex 2

Le pli indique la mention suivante :

"Proposition pour Marché de Travaux de démolition 2013".

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comporte le numéro du lot et comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.

- ♦ Le certificat de visite demandé au paragraphe C de l'article 3 ci dessus.

Article 5. Examen des offres et attribution du marché

5.1 Critères d'attribution

CRITERE DE PRIX

En dehors des garanties techniques et financières suffisantes, critères qui interviennent au stade de l'appel de candidatures, le seul critère : "Critère unique du prix le plus bas" est pris en compte pour le choix et le classement des offres.

5.2 - Attribution du marché

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 8 jours francs à compter de la date de réception de la demande du pouvoir adjudicateur les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 46 du code des marchés publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur .

Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

A tout moment le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Article 6. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par demande auprès de :

- ♦ pour les renseignements d'ordre administratifs ou technique :

- Le directeur des Services Techniques ,
- M. ISSA Hamdi
- 30 rue de Paris
- 77317 CROISSY BEAUBOURG
- N° de téléphone : 01-64-62-78-78
- N° de télécopie : 01-64-62-78-79
- Email : hamdi.issa@croissy-beaubourg.fr

Document établi le 18/06/2013